

Communiqué de presse

Paris, le 11 octobre 2021

Agression d'une collègue à Combs-la-ville : "pas de vague" et manque de moyens

Une enseignante d'un lycée de Combs-la-ville (77) a été violemment agressée en fin de semaine dernière. La vidéo de cette agression a été diffusée par les réseaux sociaux. SUD éducation apporte tout son soutien à cette collègue, et demande à l'institution de prendre ses responsabilités pour qu'elle soit protégée.

De tels agissements sont rendus possibles en raison de la logique comptable à l'œuvre dans l'Éducation nationale. Les effectifs par classe augmentent en effet de manière continue dans les établissements du second degré depuis de nombreuses années, tandis que les moyens alloués à la Vie scolaire baissent, en particulier dans les établissements où le besoin se fait le plus cruellement sentir. De même, de nombreuses heures postes sont progressivement converties en heures supplémentaires, ce qui conduit à accroître la charge de travail des personnels, et in fine à réduire encore le nombre d'adultes présentes dans l'établissement. De ce fait, de nombreuses classes et de nombreux établissements deviennent de véritables cocotte-minutes.

Le nombre d'incidents graves remontés pour mille élèves par les établissements augmente ainsi sans cesse depuis la rentrée 2017. La prise en charge des incidents par la hiérarchie n'est pas satisfaisante. Plutôt que de se donner les moyens de traiter les situations – et pas seulement par le disciplinaire – la hiérarchie préfère bien souvent le "pas de vague". La parole des personnels n'est pas suffisamment entendue, et les solutions institutionnelles, comme la

Fédération SUD Éducation

31 rue de la Grange aux Belles,
75010 Paris

01 58 39 30 12

fede@sudeducation.org

www.sudeducation.org



protection fonctionnelle, sont trop rarement mises en œuvre.

Il est inacceptable que ces agressions fassent l'objet d'une récupération politicienne. Les personnalités politiques de droite ou d'extrême-droite qui s'émeuvent de l'agression de Combs-la-Ville font bel et bien partie du camp des fossoyeurs de l'éducation. Cet opportunisme teinté de mépris de classe, de racisme et d'islamophobie, est inacceptable. De même, nous appelons à la vigilance quant à la surenchère sécuritaire à laquelle pourrait se livrer le ministère dans les semaines qui viennent, comme il le fait de manière récurrente dans ce genre de situation.

La construction d'un climat apaisé en milieu scolaire passe par l'attribution de moyens permettant à toutes et tous de travailler sereinement, et non par des postures martiales et identitaires.